

Les effets **sociaux** des **politiques antiterroristes**

Quels sont les effets, en France, des politiques publiques antiterroristes et de lutte contre la radicalisation ? C'est une question que l'on peut aujourd'hui aborder de façon critique et documentée. Deux études récentes sur ce sujet ont retenu notre attention.

Jean-François MIGNARD, secrétaire général de la LDH

Depuis la période d'attentats meurtriers qu'a connus notre pays fleurissent ouvrages, essais et publications sur le terrorisme, la radicalisation et les politiques publiques qu'il y aurait lieu de mettre en œuvre⁽¹⁾. Il devient possible, avec le recul que nous commençons à prendre sur ces tragiques événements et leurs conséquences, d'effectuer une lecture critique de ces politiques, de leurs effets ; et également de faire le point sur l'étude des phénomènes de radicalisation. Sur ces sujets, deux recherches sont à souligner.

Le rapport « Les effets de la lutte contre le terrorisme et la radicalisation sur les populations musulmanes en France », produit en 2018 par le Centre d'étude sur les conflits, restitue les résultats d'une enquête de type quantitative. Une démarche originale car si, jusqu'à ce jour, cette question a pu donner lieu à des travaux scientifiques, ceux-ci sont quasi exclusivement menés selon une approche essentiellement qualitative et dans une perspective à dominante préventive. Le travail quantitatif a également été entravé par le fait que nous disposons de peu de données chiffrées utilisables, et ce d'autant plus que les recherches ont été très marquées



(1) On citera entre autres *La Fabrique de la radicalité - Une sociologie des jeunes djihadistes français*, de Laurent Bonelli et Fabien Carrié, Seuil, 2018.

(2) On trouvera, comme il est de rigueur, une présentation détaillée de la démarche et des méthodes de travail dans le rapport : <http://www.ccls.eu/fr/wp-content/uploads/2018/10/Rapport-Anti-terrorisme-et-Discrimination-FINAL2.pdf>.

par une personnalisation liée aux auteurs mêmes des attentats, avec parfois une influence du « sensationnel », au détriment de la rigueur nécessaire à avoir en la matière.

Menés auprès de 927 personnes réparties en deux groupes témoins (426 personnes se déclarant comme « musulmanes » et 501 n'ayant pas de lien avec l'islam), les entretiens ont été construits à partir des questions de recherche suivantes : quel est l'effet des politiques de lutte contre le terrorisme et de lutte contre la radicalisation sur les populations s'identifiant comme musulmanes, en France ? Celles-ci génèrent-elles un sentiment de discrimination ?⁽²⁾

Stigmatisation et perte d'un « capital confiance »

Cette étude permet de déconstruire quelques représentations solidement ancrées dans l'opinion publique et éclaire les effets pervers des politiques mises en œuvre auprès de nos concitoyens se vivant comme musulmans. Ses enseignements sont éclairants :
- les musulmans représentent en France un groupe hétérogène, plus jeune que le reste de la population, à la pratique religieuse plus assidue et se sentant discriminé dans tous les domaines

(santé, école, logement, rapport avec la police, emploi, vie quotidienne). Les musulmans ont pourtant autant confiance que leurs concitoyens dans les institutions de l'Etat et de la société française ;

- en termes de vécu individuel, s'ils estiment être exposés de la même manière que leurs concitoyens à l'antiterrorisme (forces de l'ordre) et à la lutte contre la radicalisation (travailleurs sociaux), ils ont en revanche le sentiment d'être délibérément mis à part, le plus souvent à cause de leur origine ou de leur couleur de peau, et d'être significativement moins bien traités par les autorités. Domine, ainsi, cette perception d'être une communauté visée injustement par les agents des politiques antiterroristes ;

- ces politiques ont ainsi un fort impact sur les comportements des personnes se vivant comme discriminées, les amenant de façon plus marquée que les autres à « faire attention », à s'autocensurer sur des sujets « sensibles », notamment auprès des travailleurs sociaux et des enseignants. Ce phénomène influe également sur le rapport aux médias, particulièrement en fonction de la manière dont ceux-ci traitent de l'islam et des musulmans.
- conséquence prévisible, ce

sentiment de discrimination est source d'une perte de confiance des musulmans dans toutes les institutions, et de phénomènes de repli; ce sont là les effets parfaitement contreproductifs de ces politiques.

S'appuyant sur ces constats, les auteurs de l'étude se risquent à proposer des recommandations qui recourent très étroitement l'approche que peut avoir la Ligue des droits de l'Homme à ce propos. En effet, ils invitent à ne pas essentialiser et ne pas considérer les musulmans de France comme une communauté homogène. Ces derniers en effet ne se distinguent pas, sur de nombreux points, de leurs concitoyens, hormis qu'ils sont plus largement victimes de discriminations. Il s'agit alors, selon les auteurs, de s'attaquer à ces dernières en priorité pour asseoir la légitimité d'une action antiterroriste respectueuse des libertés, et ne pas dilapider le « capital de confiance » des musulmans envers la société et les institutions politiques françaises. Ils engagent, enfin, à poursuivre la réflexion sur les moyens d'établir des relations apaisées entre les forces de l'ordre et la population, et à améliorer le traitement médiatique des questions liées à l'islam et au terrorisme. Puissent-ils être entendus...

Ce qui est à l'œuvre dans la « radicalisation »

Avec *Le Spectre de la radicalisation*⁽³⁾, David Puaud nous propose quant à lui une approche notablement différente. Son ouvrage s'appuie en partie sur une enquête anthropologique auprès d'acteurs de terrain confrontés aux phénomènes de radicalisation, mais il vise également à déconstruire représentations et fantasmes que charrie ce terme dans un contexte de violence mortifère latente, potentiellement proche et imprévisible tant qu'elle peut faire énigme. Il s'agira là, bien entendu, de faire l'effort de comprendre, sans



© ESYCKR, LICENCE CC

Il s'agit de faire l'effort de comprendre la radicalisation, sans excuser, et se départir d'une attitude réactionnelle qui, dans sa version martiale - il faut mener « la guerre au terrorisme » -, justifie de nombreuses dérives sécuritaires.

excuser, et de se départir d'une attitude réactionnelle qui, dans sa version martiale généralement mise en avant - il s'agirait de mener « la guerre au terrorisme » -, justifie de nombreuses dérives sécuritaires.

Dans une approche à caractère ethnographique, l'auteur, dans un premier temps, s'attache à décrire des situations et des trajectoires de vie balisant la réalité de ce que représentent des processus, complexes, de radicalisation, engageant tant des dynamiques personnelles que des situations auxquelles sont confrontés les individus et qui détermineront leur devenir.

A partir de ces situations et cas concrets, il s'agira ensuite de monter en généralité et comprendre ce qui amène un sujet à commettre un acte violent, en développant ce que Davis Puaud nomme des « disponibilités biographiques », qu'il identifie en les classant en cinq catégories (radicalisation psychologique, initiatique, métaphysique, politique, nihiliste ou d'exclusion). Se décentrant ensuite des sujets, il éclaire ensuite le champ de nos

représentations et du rapport complexe que nous entretenons avec le phénomène nébuleux, mortifère et anxiogène qu'est la radicalisation, réelle ou supposée. Par sa proximité, son imprévisibilité, sa dynamique soupçonnée foudroyante, son caractère présumé indétectable, ses formes multiples et ses déterminants à la fois liés tant aux réalités sociales du quotidien qu'à des considérations géopolitiques mouvantes, la radicalisation fait résonance avec nos peurs et nous entraîne souvent vers des dérives essentialistes.

L'ouvrage aborde, enfin, les effets induits par cette approche et ce rapport aux phénomènes de radicalisation, ainsi que ceux de la menace terroriste sur l'administration sociale et les stratégies de ses acteurs, particulièrement sur le versant socio-éducatif de politiques publiques déjà engagées dans des dynamiques d'accroissement du contrôle social. A l'instar de l'étude évoquée plus haut, l'auteur évoque brièvement, enfin, des perspectives d'interventions centrées sur la durée, la bienveillance et la civilité. ●

(3) David Puaud, *Le spectre de la radicalisation - L'administration sociale en temps de menace terroriste*, Presses de l'EHESP, 2018.